

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°329
13 Avril 2022
ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Avant le 2ème tour des présidentielles,

la responsabilité de la FSU est de se prononcer sans la moindre ambiguïté pour :

- **Pas une voix pour Macron, pas une voix pour le Pen !**
- **Rejet intégral des programmes des deux candidats !**
- **Refus de s'associer sous quelque forme que ce soit à la mise en œuvre de ces programmes : ce qui signifie refus de tout « dialogue social » sur ce terrain !**

*Intervention du représentant du courant Front Unique
au Bureau national de la FSU, le 13 avril 2022*

Les résultats du 1^{er} tour de l'élection présidentielle ne laissent en présence pour le second tour que Macron et Le Pen : deux candidats bourgeois, deux ennemis jurés des travailleurs et de la jeunesse, deux partisans affirmés de la marche à l'État policier, de la liquidation des libertés démocratiques, des lois et dispositifs anti-immigrés, de la stigmatisation des travailleurs et jeunes issus de l'immigration sous prétexte de « séparatisme ».

En conséquence de l'état de décomposition des partis traditionnels issus du mouvement ouvrier, de la politique d'autodestruction de ces partis par leurs dirigeants, de décennies de prise en charge des contre-réformes par ces partis, les travailleurs et la jeunesse ont été dépossédés par avance de la possibilité de s'exprimer sur leur terrain de classe dans le cadre de cette élection. Une fraction significative s'est réfugiée dans l'abstention, qui atteint un niveau historique dépassé uniquement en 2002. Une autre fraction a cherché à se saisir du vote Mélenchon : mais ce dernier s'est assis sur ces votes dès le soir du premier tour en appelant à refuser toute voix à Le Pen... sans dire mot de la candidature Macron.

Il revient aujourd'hui aux organisations syndicales de sortir les travailleurs et la jeunesse de cette impasse mortifère, en les appelant non pas à choisir quelle corde servira à les pendre, mais bien en préparant le combat contre l'un et l'autre des deux bourreaux.

Pour les travailleurs et la jeunesse, la victoire de l'un ou l'autre des candidats restés en lice est également glaçante : sur aucun point fondamental, les programmes énoncés par l'un ou par l'autre ne s'opposent du point de vue ouvrier ; ils se recourent sur l'essentiel. C'est le programme commun de toute la bourgeoisie, sur lequel les deux candidats sont en concurrence : à tel point que le ministre de l'Intérieur de Macron, Darmanin, a pu déclarer que Marine Le Pen était « trop molle » à ses yeux.

.../...

Le projet de déclaration soumis à ce BDFN par le secrétariat fédéral commence pourtant par isoler la seule candidature dite d' « extrême-droite » pour la présenter comme un danger vital pour « la république ». Est-ce bien le rôle d'une organisation de défense des travailleurs que de revendiquer la défense de la Vème République, ce régime où tout l'exercice du pouvoir politique est subordonné à la volonté d'un président-Bonaparte ? Et en quoi ce régime serait-il menacé par l'extrême-droite, qui en tire au contraire profit au point de se retrouver aujourd'hui aux portes de l'Élysée ? C'est une forfaiture.

En 2002, puis en 2017, c'est sur le terrain du « front républicain » que les dirigeants des partis et organisations issus du mouvement ouvrier ont accepté de s'effacer, d'appeler à voter pour des ennemis des travailleurs, de leur servir la soupe électorale sous prétexte de « faire barrage » à l'extrême-droite : le résultat, c'est qu'en vingt ans le score de l'extrême-droite a progressé de 14 points. Au cours de ces années, tous les acquis ouvriers ont été mis à mal, la chasse aux immigrés n'a cessé de s'intensifier, la marche à l'État policier n'a cessé de s'accélérer. Voilà les fruits pourris du « front républicain » ; voilà les fruits pourris du « dialogue social » avec la bourgeoisie, sur le terrain de la bourgeoisie, que le « front républicain » prolonge. Et voilà aussi le « terreau » de l'extrême-droite.

Aujourd'hui, tous les travailleurs et jeunes le savent pertinemment : le programme de Macron, c'est le parachèvement de ce travail de destruction des acquis. La retraite à 65 ans ; le pillage de la Sécurité Sociale, la liquidation des droits des chômeurs, le travail obligatoire gratuit pour les bénéficiaires du RSA ; la destruction de la Fonction Publique, des statuts, de l'enseignement public ; la fin du droit aux études etc. Or, la ministre de Macron pour la Fonction Publique, de Montchalin, l'a déclaré sans détour : « *la logique (...) c'est de rassembler* », il n'y aura « *pas de compromis sur les programmes* ».

Dès lors, la question est simple : chaque voix supplémentaire portée sur la candidature Macron sera une balle dans le pied de tous les travailleurs ; moins le président élu pourra se prévaloir d'un vaste soutien électoral, meilleures – ou plutôt moins mauvaises – seront les conditions dans lesquelles nous pourrons tenter d'y faire face.

La seule responsabilité des organisations syndicales, c'est de préparer les travailleurs à ces affrontements inévitables.

C'est pourquoi la responsabilité de la FSU est de se prononcer sans la moindre ambiguïté :

- **Pas une voix pour Macron, pas une voix pour le Pen ;**
- **La FSU doit rejeter intégralement les programmes des deux candidats ;**
- **La FSU doit annoncer dès maintenant qu'elle refusera de s'associer sous quelque forme que ce soit à la mise en œuvre de ces programmes : ce qui signifie refus de tout « dialogue social » sur ce terrain ;**

Et ce afin de créer les conditions d'un front uni des organisations syndicales pour permettre aux travailleurs et à la jeunesse de faire face à l'offensive à venir.